

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal Zeit-Fragen

Lettre ouverte aux dirigeants de l'UE, exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza

par l'Institut International de Recherche sur la Paix de Genève (GIPRI)

15 mars 2024

Madame la Présidente *von der Leyen*,
Monsieur le Président *Michel*,
Monsieur le Haut Représentant *Borrell*,
L'Institut International de Recherche pour la Paix de Genève (GIPRI) souhaiterait respectueusement réitérer sa demande de cessez-le-feu à Gaza, à laquelle nous n'avons toujours pas reçu de réponse satisfaisante.

Depuis notre précédent courriel du 23 février, le GIPRI a lancé une campagne de sensibilisation et de débat public dans les universités et les médias. Notre directeur, le Dr *Gabriel Galice*, et le Conseil d'administration sont révoltés par l'inaction des dirigeants européens face au génocide en cours et aux multiples violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme perpétrées par le gouvernement d'Israël. Il est de la plus haute urgence d'imposer un cessez-le-feu permanent à Gaza, puis de lever le blocus illégal imposé à son infortunée population, de mettre pleinement en œuvre l'arrêt de la *Cour internationale de justice* du 26 janvier 2024 et de fournir rapidement et efficacement une aide humanitaire à la population en proie à la famine. Le 27 février dernier, vous avez reçu un projet du Dr Galice appelant à la création d'une force multinationale pour briser le blocus illégal imposé par Israël à la Bande de Gaza. Nous joignons à nouveau ce document à titre de référence.¹

Ce document a été diffusé en toute bonne foi, sous la forme d'un appel à la communauté internationale, afin qu'elle apporte son soutien à la population assiégée de Gaza, en formant des partenariats unilatéraux avec des organisations humanitaires internationales afin de briser ce blocus illégal. Ce qui n'était pas

«Nous, en tant que groupe de citoyens européens et américains, en avons assez et nous vous tenons responsables de vos actions de soutien à la destruction de Gaza par Israël et à l'assassinat de sa population. Nous sommes consternés que l'UE ait réagi si peu démocratiquement au cours des cinq derniers mois, en apportant son soutien à Israël, alors que les citoyens de l'UE réclament massivement, depuis des mois, la fin de ce massacre et de cette destruction insensés.»

prévu, c'est que cette proposition soit cooptée par l'UE et le gouvernement américain.

La proposition du GIPRI a été publiée dans «Le Soir», quotidien belge, du 29 février, et nous savons de source sûre que dès le matin suivant, elle se trouvait sur le bureau des Premiers Ministres de certaines capitales européennes. Ce texte a également été publié dans la «Tribune de Genève» du 5 mars.

Par un merveilleux concours de circonstances, le gouvernement américain a annoncé une semaine après l'article «Le Soir», soit au terme de cinq mois d'incessants bombardements israéliens, qu'il allait faire construire un quai à Gaza pour y faire transiter l'aide humanitaire par un couloir maritime au départ de Chypre. Tout cela, en continuant à fournir des armes et une protection politique à Israël pour lui permettre de poursuivre sans relâche sa campagne meurtrière contre les civils de la bande de Gaza. Cette situation engendre une dissonance cognitive monstrueuse, puisqu'on montre des images d'un remorqueur tirant une barge chargée de quelques centaines de tonnes d'aide humanitaire destinée à Gaza, alors même que les

images des conséquences sanglantes des frappes aériennes israéliennes continuent d'être diffusées en direct. Se rendre complice d'un génocide pour ensuite se présenter en bon samaritain avec tout le battage médiatique que cela implique, est contraire à l'éthique et relève du cynisme. Le week-end dernier, l'UE a annoncé qu'elle allait mettre en œuvre un dispositif similaire, et ce, tout en continuant d'apporter aide et réconfort au gouvernement d'Israël, qui poursuit sa campagne de nettoyage ethnique et se livre à l'apologie du génocide et des crimes contre l'humanité. Sans même parler d'une apathie consternante, la vacuité morale et le manque de réflexion sont tels à Bruxelles et à Washington qu'il est évident que le projet du GIPRI y a été coopté par la bureaucratie pour donner l'impression qu'elle agit en faveur de la population de Gaza, alors qu'elle s'en moque éperdument.

Comme il n'existe, dans la Bande de Gaza, ni port de débarquement, ni planification préalable de l'acheminement de l'aide humanitaire par voie terrestre, le dispositif adopté par l'UE est non seulement inutile, mais consti-

tue également, tout comme la lenteur tatillonne des opérations israéliennes d'inspection de ces aides humanitaires, un soutien tacite au blocus israélien, aux bombardements et à la privation de nourriture des populations.

En ouvrant un corridor maritime via Chypre, l'UE transfère effectivement tout ce qui subsiste de son autorité morale aux Israéliens, en présentant le scénario comme s'il n'y avait pas d'autre alternative possible, alors qu'en réalité, elles sont nombreuses.

Ce faisant, l'UE poursuit son soutien au blocus israélien en refusant catégoriquement d'appeler à un cessez-le-feu et en renonçant à exiger d'Israël qu'il autorise l'ouverture des frontières terrestres pour que les centaines de camions d'aides humanitaires déjà sur place puissent entrer dans la Bande de Gaza.

Cela constituerait en effet le seul véritable moyen pour les agences des Nations unies, le *Comité international de la Croix-Rouge* et d'autres partenaires et organisations internationales de distribuer de l'aide à la population. Ces agences réclament depuis des mois un passage sans obstacles ni entraves pour l'acheminement de l'aide, mais leurs appels sont restés lettre morte.

Cet assaut contre Gaza n'a jamais eu pour objet de venger les attaques du 7 octobre, ni d'exterminer le Hamas, ni le supposé droit d'Israël à se défendre. Il est désormais clair qu'il s'agit ni plus ni moins d'un génocide planifié à l'avance, d'un accaparement de terres en vue de la création d'un plus grand Israël, d'un Etat d'apartheid ethnique plus sécurisé.

L'UE lui a apporté son soutien et vous êtes tous coupables d'avoir permis à ce gé-

suite page 2

Lettre ouverte demandant aux dirigeants de l'UE de répondre de leur complicité dans le génocide (suivi)

par l'Institut International de Recherche sur la Paix de Genève

25 mars 2024

Madame la Présidente *von der Leyen*,
Monsieur le Président *Michel*,
Monsieur le Haut Représentant *Borrell*
Le GIPRI, à Genève, souhaite revenir vers vous au sujet de la question d'un cessez-le-feu à Gaza. Nous n'avons reçu aucune réponse de votre part à nos précédentes interventions, dont la plus récente, datée du 15 mars, a déjà été publiée sous forme de lettre ouverte.

Nous avons pris note de votre condamnation, ces derniers jours, de l'utilisation par Israël de la famine comme arme de guerre, et de votre reconnaissance du fait que les problèmes de famine que nous constatons actuellement à Gaza sont entièrement imputables à l'intervention humaine dans le cadre de la guerre d'agression menée par Israël. Nous saluons cette prise de position, mais ne la jugeons pas encore assez énergique.

Pourquoi n'y a-t-il toujours aucun appel au cessez-le-feu? Pourquoi n'y a-t-il aucun recours à des sanctions à l'encontre d'Israël? Pourquoi ne condamne-t-on pas le massacre de centaines de personnes en quête d'aide humanitaire, assassinées de sang-froid?

Il y a deux ans, l'UE s'est empressée de sanctionner la Russie. Les crimes d'Israël sont infiniment plus graves, et pourtant l'UE ne lui demande pas de cesser de violer le droit international.

Comme l'a récemment fait remarquer notre collègue *Josh Paul*, «l'Europe avait là une occasion de s'affirmer et de démontrer

«En moins de six mois, ce sont plus de 13 000 enfants qui ont été tués, et ce sous votre supervision. Un grand nombre d'autres enfants sont en train de mourir de faim. Combien faudra-t-il encore d'enfants massacrés avant que vous ne réagissiez? Il ne s'agit même plus de la Palestine. Il s'agit de nous tous. C'est une honte et un déshonneur pour nous tous, citoyens de cette terre, d'avoir permis un tel carnage d'enfants innocents et de n'avoir rien fait pour y mettre un terme.»

qu'elle constituait un contrepoids important aux Etats-Unis au sein même de l'Alliance Occidentale élargie. Cette démarche aurait pu être bénéfique à la fois pour cette alliance et pour sortir les Etats-Unis de leur état de stupeur intellectuelle et morale vis-à-vis de la politique à l'égard d'Israël et de la Palestine.

Hormis quelques exceptions notables (dont l'Irlande, la Belgique, l'Espagne, la Slovaquie et la Norvège), nous avons complètement laissé passer cette occasion, et cela, au détriment de chacun d'entre nous.»

En tant que dirigeants de l'Union européenne, il est de votre devoir d'exiger un cessez-le-feu immédiat, conformément aux obligations qui vous incombent en vertu du *Statut de Rome*. Le temps ne joue plus en notre faveur, alors que chaque jour, nous apprenons avec horreur que des centaines d'autres civils innocents ont été tués au cours de la nuit. En moins de six mois, ce sont plus de 13 000 enfants qui ont été tués, et ce sous votre supervision. Un

grand nombre d'autres enfants sont en train de mourir de faim. Combien faudra-t-il encore d'enfants massacrés avant que vous ne réagissiez? Il ne s'agit même plus de la Palestine. Il s'agit de nous tous. C'est une honte et un déshonneur pour nous tous, citoyens de cette terre, d'avoir permis un tel carnage d'enfants innocents et de n'avoir rien fait pour y mettre un terme. Sachez que notre groupe prépare un projet de communication au Bureau du Procureur de la CPI (conformément à l'article 15 du Statut de la CPI) sur la «Responsabilité des fonctionnaires de l'Union européenne et de certains Etats membres de l'UE dans la complicité de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide commis par les forces armées israéliennes dans la bande de Gaza», en ciblant à ce stade la Présidente *von der Leyen*. Nous préparons un dossier *d'amicus curiae* pour soutenir d'autres enquêtes en cours concernant le génocide en cours à Gaza.

Il semble que la société civile soit à présent dans l'obligation de demander publiquement la démission des fonctionnaires de l'UE et l'ouverture d'une action en justice devant les tribunaux internationaux, uniquement pour rétablir la rectitude morale et l'adhésion aux cadres juridiques internationaux établis.

Malheureusement, vos politiques inefficaces se sont jusqu'à présent révélées incapables ou peu désireuses d'empêcher un génocide de se produire en temps réel et sous nos yeux. Jusqu'à ce que nous obtenions satisfaction, nous ne cesserons de vous demander des comptes et d'exiger de vous que vous preniez des mesures appropriées et appeliez à un cessez-le-feu immédiat.

Salutations cordiales,

Jonathan O'Connor – Irlande
Gabriel Galice – France
Gilles Emmanuel Jacquet – France
Cristina Cabrejas – Espagne
Soaade Messoudi – Belgique
Guy Mettan – Suisse
Professor Alfred de Zayas – Suisse, USA
Tim Clennon – Suisse, USA
Pierre-Emmanuel Dupont, France

L'Institut International de Recherche sur la Paix de Genève (www.gipri.ch) est une organisation non gouvernementale dotée d'un statut consultatif auprès de l'ONU. Il a été fondé en 1980 par le professeur *Roy Adrien Preiswerk*, Directeur de l'Institut Universitaire d'Etude du Développement et professeur à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales à Genève.

Suisse-UE – ouverture des négociations

En grande pompe mais sans compréhension du modèle étatique suisse

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 18 mars, un nouveau chapitre du grand show a commencé: *Viola Amherd*, pour cette année Présidente de la Confédération suisse [fonction purement représentative] et *Usula van der Leyen*, Présidente de la Commission européenne, ont visiblement pris goût à poser ensemble devant les caméras à Bruxelles pour officiellement lancer les négociations sur un nouvel accord institutionnel prévu entre la Suisse et l'UE. Selon leurs dires, il différerait considérablement de l'accord institutionnel qui a échoué en 2021.

Des «zones d'atterrissage»

Cela a été le moment où les négociateurs en chef, *Patric Franzen* (Suisse) et *Richard Szostak* (UE) ont entamé leurs débats – sur quoi donc, se demande-t-on? Selon le commissaire européen responsable, *Maroš Šefčovič*, il n'y a apparemment plus rien à négocier, lorsqu'il déclare: «Nous avons négocié pendant dix-huit mois pour obtenir un mandat de négociation. Nous irons donc nous concentrer sur les endroits où les zones d'atterrissage sont susceptibles de se montrer». Ce «mandat», le Conseil fédéral l'a présenté sous la nouvelle dénomination officielle «mandat de négociation définitif». Celui-ci a été entre-temps complété par une liste de souhaits suisses pleines de précisions et d'expectations.¹

Mais sur les «zones d'atterrissage» au gré de Bruxelles, il n'y aura guère de place pour les souhaits suisses. «Les puissants de Bruxelles aménagent régulièrement des «zones d'atterrissage», voilà la teneur du «Süddeutsche Zeitung» qui ajoute: «Le désaccord chronique des Etats membres exige des bases de négociation écrites évaluant souvent, peu à peu, au compromis final; une zone qui se réduit constamment jusqu'à ce que le vaisseau spatial Europe dispose tout juste de sa piste présélectionnée pour y atterrir»².

Mettons l'essentiel au centre!

Ces querelles annoncées sur les exceptions du corps juridique de l'UE ne doivent pas nous détourner de l'essentiel. Le découpage de l'accord-cadre en différents paquets avec des papiers d'emballage «de différentes couleurs» n'est qu'une tactique visant à semer de la confusion. La structure juridique de base de l'UE – impliquant la contrainte suisse de reprendre la totalité du «corps institutionnel» de l'UE ensemble avec son diktat d'exclusion, sur le plan économique, toute participation étatique. (voir *Horizons et débats* du 16 janvier, 27 février et 12 mars 2024). Une récente interview avec *Maroš Šefčovič*, parue dans la presse suisse, révèle à quel point les hauts mandataires de l'UE sont dépourvus de toute compréhension essentielle du modèle étatique suisse. *Šefčovič*, y avance, par exemple, que le processus démocratique suisse ne serait «pas tout à fait différent de celui régissant l'UE», car tout accord UE doit être approuvé, comme il dit, par la Commission, les 27 chefs d'Etat et le Parlement européen.³ On ne peut en effet pas attendre d'un commissaire européen qu'il maîtrise la différence fondamentale existante entre les deux processus décisionnels en politique, celui suisse basé sur la démocratie directe et celui de l'UE. Mais la Suisse insiste de droit sur ce que les médias suisses, le Conseil fédéral et son équipe de négociation fassent enfin comprendre aux bureaucrates de Bruxelles que les deux systèmes sont incompatibles. Cela éviterait de s'enliser une fois de plus, à grands frais, dans des négociations illusoirement le résultat, du point de vue de Bruxelles, est déjà largement fixé. Ce projet fantaisiste échouera, une fois de plus, au plus tard lors de la votation populaire du souverain suisse, qui est le peuple.

Immigration: «motivation nulle»?

Aucun autre pays européen n'est doté d'un pourcentage d'étrangers aussi élevé que la Suisse. Fin 2023, 2 313 217 des 8,9 millions d'habitants de Suisse étaient des étrangers,

soit environ 26% (voir encadré). En réponse à la question (figurant dans l'interview précitée) s'il comprenait que la population suisse était inquiète face à l'immigration massive, *Maroš Šefčovič* répond: «Il sera garanti que les citoyens de l'UE ne puissent pas venir en Suisse pour la seule raison d'avoir accès aux assurances sociales. Ils viendront pour travailler». Et d'ajouter: «Il n'y aura pas d'incitation à venir s'installer en Suisse. Prenez cela en tant que bel exemple illustrant à quel point nous écoutons bien notre interlocuteur».

M. *Šefčovič* ferait bien de descendre de son trône en prenant acte du fait que, depuis l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation en 2002, la population résidente en Suisse est passée de 7,2 à près de 9 millions. Tout le monde sait qu'il existe d'énormes incitations à venir s'installer en Suisse, quel que soit le but poursuivi. Le commissaire européen passe également sous silence le fait que l'accord prévu vise en fait à imposer à la Suisse la directive bruxelloise figée sur les citoyens de l'Union, un ensemble de règles totalement étranger à notre conception du droit et à notre modèle d'Etat, entraînant à coup sûr une immigration encore plus importante. Quelques exceptions formulées de manière floue ne sont de loin pas une «garantie» pour que, dans l'avenir, moins de personnes entrent pour y rester, tentées avant tout par les assurances sociales suisses. (voir *Horizons et débats* du 27 février 2024, l'article intitulé «Deux vrais mamouths dans les coulisses»).

La protection contre une immigration débordante ne figure pas comme objectif de négociation!

C'est pourquoi le Conseil fédéral souhaite au moins intégrer un frein d'urgence. En ce sens, la question soulevée dans l'interview est pertinente: «Qu'en est-il de la clause de sauvegarde prévue

Forte augmentation de l'immigration en 2023

mw. En 2023, 98 851 personnes de plus sont entrées en Suisse pour y habiter que celles qui en sont sorties. Selon l'Office fédéral de la statistique, l'immigration nette a ainsi augmenté de 21,5% par rapport à 2022. En 2023, totalement 181 553 personnes ont immigré en Suisse dont 71,9% en provenance d'un pays de l'UE ou de l'AELE. L'immigration en provenance de ces pays a ainsi augmenté de 14,1% pour atteindre 130 483 personnes. L'augmentation de l'immigration en provenance de pays tiers a été de 6,3%. (*SRF News* du 23 février 2024)

(article 14.2) de l'accord sur la libre circulation des personnes? Le Conseil fédéral aimerait préciser ce que sont «les problèmes économiques ou sociaux sérieux permettant de prendre des mesures correctives contre une immigration excessive». Avec sa réponse, *Šefčovič* démontre que les «exceptions» promises par Bruxelles sont en grande partie du vent tiède: «Si nous voulons que les négociations aboutissent, nous devons nous en tenir ici au texte du Common Understanding. Je ne vois aucun problème en consultant le document».⁴ Ainsi, pour une fois, le flou est tout à fait éliminé. Comme nous l'avons dit, il serait plus judicieux de clore dès aujourd'hui ce genre de négociations, et avec de tels «partenaires». Nous serions mieux lotis avec les accords bilatéraux existants et l'accord de libre-échange de 1972. Nous ne périrons pas continuant de faire face aux coups d'épingle qui peuvent augmenter encore pour que la bureaucratie bruxelloise trouve de quoi se venger. L'essentiel est et reste que la Suisse puisse conserver sa liberté autant que sa souveraineté.

¹ <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/86557.pdf>

² Diesteldorf, Jan. «Aktuelles Lexikon. Landezone». Dans: *Süddeutsche Zeitung* du 15/12/2023

³ Imwinkelried, Daniel/Steinorth, Daniel. «Es gibt keine Anreize, in die Schweiz zu ziehen». Interview avec le commissaire de l'UE *Maroš Šefčovič*. Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 19/03/2024

⁴ *ibid*

Accord sur la sécurité dans le cadre du mandat de négociations avec Bruxelles: rien qu'une «faute de frappe»?

mw. Que *Viola Amherd*, Cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), veuille rattacher la Suisse à l'OTAN est loin d'être un scoop. Par contre, dans les négociations avec l'UE, Berne et Bruxelles observent cependant le silence le plus total concernant la coopération militaire. Cette dernière est en effet déjà en place depuis des années, comme l'a récemment rappelé la «*Neue Zürcher Zeitung*» dans son article «Amherd et son plan secret. Tout d'un coup, voilà un 'accord de sécurité' avec l'UE – accord qui n'existerait que (par une faute de frappe)?» du 19 mars 2024. Dans le communiqué de presse du Conseil fédéral du 18 mars sur le mandat de négociation Suisse-UE, la rédaction avait tout à coup découvert, à son grand étonnement, un passage voué à un «accord de coopération dans le domaine de la sécurité». Le Département d'Amherd a immédiatement protesté en affirmant que «lors de la rédaction de la communication», il se serait «malheureusement produit une erreur». Il s'agirait en réalité d'un accord de coopération dans le domaine de la santé, et il n'aurait jamais été question d'un accord de sécurité. Dans ce contexte, confondre

la santé avec la sécurité d'Etat, c'est tout de même fort! D'une, il y a déjà longtemps qu'un tel accord existe. Et de deux, le même communiqué de presse annonce pourtant, quelques lignes plus bas, le «renforcement de la coopération en matière de politique de sécurité».

L'«accord de coopération en matière d'armement» – vieux de 20 ans!

Parmi les «Accords bilatéraux et coopérations conclus à partir de 2004», c'est-à-dire en addition des Accords bilatéraux I et II, on trouve entre autres l'«Arrangement sur la coopération en matière d'armement» (Framework for Cooperation) avec l'Agence européenne de défense (AED), arrangement que la Suisse a signé le 16 mars 2012.¹ Certes, le texte martèle constamment, que la coopération «n'est pas juridiquement contraignante», que la Suisse décidera «ad hoc» ou «de manière autonome» des domaines dans lesquels elle souhaiterait s'impliquer.

Sur le fond, l'AED fait tout de même état des éléments de base en ces termes:

«L'accord ouvre à la Suisse la possibilité de coopérer, de manière multilatérale, dans tous les

domaines d'activité de l'AED, comme la recherche, le développement et l'armement ou encore la formation et l'entraînement.» Un exemple pour y voir plus clair: «Le Conseil fédéral donne son accord pour la participation au programme de formation des forces hélicoptères de l'AED». (11/12/20). Avec la distance, on comprend mieux. Le truc, à l'époque déjà, résidait là: comme l'AED est d'un statut «juridiquement pas contraignant», le Conseil fédéral n'avait donc pas eu besoin, pour signer l'accord, de consulter le Parlement!

«Extension de la coopération en matière de politique de sécurité Suisse-UE»

Revenons au présent et donc à la visite officielle à Bruxelles, le 18 mars 2024, de *Viola Amherd*, actuellement Présidente de la Confédération. Selon le communiqué de presse du Conseil fédéral, elle s'est longuement exprimée sur le domaine de la sécurité: «La situation en Europe, l'engagement de la Suisse et de l'UE en faveur de la paix ainsi que l'extension de la coopération en matière de politique sécuritaire, comme le Conseil fédéral l'avait décidé en septembre 2022, ont également été évoqués ce lundi. Les

consultations Suisse-UE concernant la sécurité et la défense ont été réévaluées en novembre 2023 pour devenir un dialogue structuré».

A ce sujet il existe un autre communiqué de presse (du 21/11/23) intitulé «Coopération de politique extérieure et de sécurité: le secrétaire d'Etat *Alexandre Fasel* rencontre son homologue de l'UE, *Stefano Sannino*». Lors de cette rencontre, «la Suisse et l'UE ont décidé de renforcer leur dialogue en politique de sécurité et de défense. *Alexandre Fasel* et son homologue ont confirmé aujourd'hui cet accord à Bruxelles.» Les consultations prévues devront permettre d'aborder «tous les domaines de la coopération en matière de sécurité entre la Suisse et l'UE» et d'assurer «un suivi cohérent des différents dossiers» (lesquels?). Au passage, le lecteur apprend que «la Suisse est fortement engagée dans ces deux zones [la guerre dans la Bande de Gaza et en Ukraine] et y collabore étroitement avec l'UE». (souligné par *mw*). Dans ce contexte: une drôle de faute de frappe, vraiment!

¹ <https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilateralerweg/bilaterale-abkommen-nach-2004/zusammenarbeit-eva.html>

«Lettre ouverte ...»

suite de la page 1

nocide de se dérouler au vu et au su de tous. À ce stade, les mots n'ont plus de sens pour exprimer l'horreur de ce dont nous avons été témoins au cours des cinq derniers mois. Hier soir encore, nous avons de nouveau été témoins d'un «massacre de la farine», avec plus de 60 personnes assassinées par les chars et les mitrailleuses israéliens, alors qu'elles étaient dans l'attente de l'aide alimentaire.

Cette situation est scandaleuse et, une fois de plus, l'UE n'a pas condamné les massacres de sang-froid auxquels nous avons assisté au cours des deux dernières semaines.

Nous, en tant que groupe de citoyens européens et américains, en avons assez et nous vous tenons responsables de vos actions

de soutien à la destruction de Gaza par Israël et à l'assassinat de sa population. Nous sommes consternés que l'UE ait réagi si peu démocratiquement au cours des cinq derniers mois, en apportant son soutien à Israël, alors que les citoyens de l'UE réclament massivement, depuis des mois, la fin de ce massacre et de cette destruction insensés.

Nous demandons à l'UE d'appeler à l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements israéliens sur Gaza, et nous exigeons que l'UE réclame également l'ouverture des frontières, afin de permettre l'acheminement rapide et sans entrave de nourriture, d'abris et de matériel médical à la population.

Toute autre solution serait inadmissible et constituerait une violation du droit international, que vous prétendez tous défendre, mais dont il est évident que vous ne le respectez pas. Dans le cas contraire, nous multiplierons

les appels au public pour que vous démissionniez immédiatement, car, en continuant à soutenir un régime d'apartheid, raciste et meurtrier, vous ne représentez plus la population de l'Union européenne.

Le Professeur *Alfred de Zayas*, ancien juriste expert auprès du HCDH, ancien expert indépendant de l'ONU sur les questions d'ordre international et membre du Conseil d'administration du GIPRI, est en mesure de démontrer les violations par Israël de la *Convention de La Haye* de 1907, des *Conventions de Genève* de 1949 et des *Protocoles additionnels* de 1977, de la *Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide*, et des articles 6, 7 et 8 du *Statut de Rome*.

S'il y a jamais eu un cas d'application de la doctrine de la responsabilité de protéger (résolution 60/1 de l'AG, paragraphes 138-39), c'est bien celui-là.

Signataires:

Jonathan O'Connor – Irlande
Gabriel Galice – France
Gilles Emmanuel Jacquet – France
Cristina Cabrejas – Espagne
Soaade Messoudi – Belgique
Guy Mettan – Suisse
Professeur Alfred de Zayas – Suisse et USA
Tim Clennon – Suisse et USA

* L'Institut International de Recherche sur la Paix de Genève (www.gipri.ch) est une organisation non gouvernementale dotée d'un statut consultatif auprès de l'ONU. Il a été fondé en 1980 par le professeur Roy Adrien Preiswerk, Directeur de l'Institut Universitaire d'Etude du Développement et professeur à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales à Genève.

¹ Galice, Gabriel. «Sauver Gaza par la mer». Ds: *Horizons et débats* n° 5 du 12.3.2024 (Note de la rédaction).

Source: <https://www.counterpunch.org/2024/03/18/open-letter-to-the-eu-leadership-demanding-an-immediate-ceasefire-in-gaza/> du 18.3.2024

(Traduction *Horizons et débats*)

Les ambitions hégémoniques de l'Amérique en Eurasie

par Arne C. Seifert, Dr. Honoris causa*

«La seule façon pour l'Europe de devenir autonome est de s'émanciper de l'Amérique».
(Egon Bahr)



Arne C. Seifert
(photo mad)

En décembre 2021, à l'occasion de l'*Atlantik-Brücke* à Berlin, *Elbridge Colby*, directeur du «Programme de défense» américain (*Center for a New American Security*, Washington), a rappelé que l'Amérique insistait sur la nécessité d'une participation de l'OTAN à une «Great Power Competition» des Etats-Unis avec la Russie et la Chine, ainsi que sur les objectifs de cette participation: «Si l'OTAN n'existait pas encore, il faudrait la créer maintenant.» Elle est par essence une alliance de sécurité et, avec ses 29 Etats, elle est très étendue. Mais «je ne suis pas sûr qu'elle soit suffisamment unie. [...] Ce qui lui manque, c'est une vraie menace, comme celle que représentait l'Union soviétique. [...] Si l'Europe assumait plus de responsabilités vis-à-vis de la Russie, cela permettrait aux Etats-Unis de se focaliser encore plus sur la Chine.»

Un «partenariat entre alliés» pour contrôler le double continent eurasienn

Pour les Etats-Unis, il était et il demeure hors de question de ne pas intégrer l'OTAN dans leur stratégie en tant que «partenariat entre alliés»: selon le *Congressional Research Service* de janvier 2021, les «alliances et partenariats américains, y compris l'OTAN, qui a été créée pour empêcher l'Union soviétique (aujourd'hui la Fédération de Russie) d'exercer une totale hégémonie régionale sur l'Europe», sont considérés comme les bases des «opérations militaires américaines à long terme et à grande échelle contre la Chine et la Russie». Dans ce contexte, il est évident que c'est à ce moment-là qu'a débuté la phase des efforts américains mentionnée précédemment, visant à contrôler le double continent eurasienn par le biais de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est en intégrant l'Eurasie.

Elaborer une «menace»: la Russie

Les préoccupations de Colby concernant une «véritable menace» comme celle que représente la Russie trouvent leur écho en Allemagne. Le 8 novembre 2023, la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP) a présenté une «réévaluation stratégique de la Russie». La DGAP, financée à hauteur de 27 % par le Ministère fédéral des Affaires étrangères, le Ministère fédéral de la Défense et la Commission européenne, appelle sans détour à faire la guerre à la Russie: «La question pour l'OTAN et l'Allemagne n'est plus de savoir si elles seront un jour en mesure de mener une guerre contre un autre pays, mais seulement quand. Dans son nouveau concept stratégique, l'OTAN désigne la Russie comme la menace la plus importante et la plus imminente pour la sécurité de ses 31 alliés et pour la paix et la stabilité dans l'espace euro-atlantique. Contrairement aux analyses précédentes, l'Alliance n'exclut plus une attaque russe. [...] Le compte



L'Eurasie – un objet de convoitise pour les intérêts américains.
(graphique Wikipédia)

à rebours commencera dès l'arrêt des violents affrontements en Ukraine».

Egon Bahr: «La seule façon pour l'Europe de devenir autonome est de s'émanciper de l'Amérique»

Quelle monstruosité! Quel coup porté à l'identité («pacifique») des Etats européens, avec laquelle ils ont créé l'UE après la Seconde Guerre mondiale et, plus tard, le processus de la CSCE. Effacées également les visions de 1990 d'*Egon Bahr*, l'éminent politicien pacifiste du SPD, sur l'autodétermination de l'Europe après la fin de la Première guerre froide entre l'Est et l'Ouest: «C'est à cette époque que l'on a commencé à prendre conscience qu'après la chute de l'Union soviétique, l'autodétermination de l'Europe ne pouvait se faire que sous la forme d'une émancipation de l'Amérique.» C'est ce qu'a déclaré Egon Bahr dans un discours fondateur prononcé devant le *Forum germano-russe* à Berlin. «Il est évident que notre émancipation de l'Amérique devient incontournable. Notre autodétermination se situe aux côtés de l'Amérique et non contre elle. [...] Si le comportement américain peut donner l'impression de vouloir mettre la Russie à genoux, je partage l'avis de *Horst Teltschik* selon lequel c'est de la folie pure; *Napoléon* et *Hitler* s'y sont déjà essayés en vain. *Kissinger* et *Gorbatchev*, *Kohl* et *Schmidt* ont lancé des avertissements concernant la situation actuelle. [...] Nous ne pouvons pas abandonner la Russie pour seule raison qu'elle déplaît à l'Amérique.»

Ces nouveaux allemands bellicistes ignorent l'Histoire

Dès le début des négociations «Deux-plus-Quatre» du *Traité de Moscou*, le «*Traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne*», le 5 mai 1990 (une date à ne pas oublier!), l'URSS avait déjà mis en garde contre un élargissement de l'OTAN vers l'Est, ce qui fait manifestement partie de la méconnaissance de l'histoire des nouveaux adeptes allemands du bellicisme. *Hans-Dietrich Genscher* a également consigné dans ses Mémoires les mots par lesquels *Edouard Chevardnadze*, alors ministre soviétique des Affaires étrangères, a mis en garde l'Allemagne unifiée et ses alliés transatlantiques présents contre l'extension de l'OTAN vers l'Est: «Pour nous, l'OTAN est ce qu'elle a toujours été, un bloc militaire qui nous fait face, doté d'une doctrine à orientation déterminée et conditionnée par la possibilité de mener la première frappe nucléaire. [...] Si l'on tente de nous pousser dans nos retranchements sur des questions qui touchent à notre sécurité, cela créera – je le dis sans détour – une situation dans laquelle notre flexibilité politique sera brutalement limitée.»

Reste à savoir comment se présente l'état d'esprit des dirigeants d'un pays après une longue période marquée par une hostilité croissante. Il est toutefois indéniable que dans ce cas, l'élément le plus dangereux pour la paix est le manque de prédictibilité de l'ennemi. La question de savoir si le manque de prédictibilité

particulièrement grave, c'est que les Etats-Unis et l'Angleterre ont mené cette attaque comme une guerre offensive sans avoir été eux-mêmes menacés.

Leur «propension à se battre» devenait ainsi une réalité, toute «certitude du contraire» étant écartée. Un premier «accès» au territoire eurasienn était également envisagé. En juin 2006, *Condoleezza Rice*, Secrétaire d'Etat américaine, a étendu la portée géostratégique du plan Bush à l'Asie centrale, à certaines parties de l'Asie du Sud (Pakistan, Cachemire, Inde occidentale) et au Golfe Persique. Elle a ainsi ouvert la voie aux Etats-Unis jusqu'aux confins sud de la Russie. La nouvelle constellation géostratégique devait permettre aux Etats-Unis d'avancer du Proche et du Moyen-Orient, via l'Afghanistan et le Pakistan, à proximité immédiate des Etats d'Asie centrale (anciennes républiques soviétiques) et de la Chine voisine. Les Etats d'Asie centrale sont considérés par la Fédération de Russie comme de «proches voisins». A l'époque, la réalisation des plans américains a échoué parce que les Etats du Proche et du Moyen-Orient, sollicités, ne se sont finalement pas ralliés aux intentions des Etats-Unis.

Aujourd'hui, on parle «d'ordre basé sur les règles» créant la scission

Le lien entre ces événements conflictuels vieux de trois décennies repose sur le fait que les Etats-Unis poursuivent actuellement leurs revendications d'hégémonie mondiale sous couvert de défendre un «ordre international fondé sur des règles». C'est ainsi que le Congrès américain a affirmé dans le *rapport* n° 117-667, partie I, qu'il n'y avait pas d'autre solution que d'établir un ordre international: «Les Etats-Unis sont les leaders d'une politique libre, ouverte et fondée sur des principes». Dans cette optique, ce sont de proches partenaires de l'Union européenne, du Royaume-Uni et d'autres pays européens qui partagent les mêmes valeurs fondées sur la démocratie, les droits de l'homme, la transparence et l'ordre international, basé sur des règles, établi après la Seconde Guerre mondiale» (mise en relief par A.S.).

Cette structure des alliés de l'Amérique n'est en réalité rien d'autre que l'OTAN dont l'intégration est au service de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Nous allons donc retracer la place de l'OTAN et de son système de pactes au sein de la stratégie des Etats-Unis vis-à-vis de l'Eurasie, de la Russie et de la Chine, dans le cadre de la «nouvelle rivalité des grandes puissances» (New Great Power Competition). Il s'agit là d'une étape dans les efforts américains visant à contrôler le double continent eurasienn par le biais de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est en Europe et de l'intégration de l'Eurasie. C'est le début d'une nouvelle phase d'expansion de l'OTAN vers l'Est, dans laquelle l'ensemble de l'Alliance transatlantique se lance, avec une désinvolture peu concevable, dans l'aventure d'une continentalisation de l'OTAN et de l'Eurasie. Plus encore: la stratégie de sécurité nationale de Biden pour 2022 cible le «Sud global» comme *arrière-pays périphérique de la Russie et de la Chine*. «Il nous faudra les influencer sur leur comportement et les combattre (influence their behaviour and compete with them.)» Présentée comme une lutte contre le terrorisme, l'orientation américaine se retrouve rapidement dans la «stratégie 2030» de l'OTAN. Un «groupe de réflexion», nommé par *Stoltenberg*, Secrétaire général de l'OTAN, et dirigé par *Thomas de Maizière* a demandé à l'Alliance transatlantique d'élargir substantiellement son champ d'action géostratégique, préconisant: «Cela fait longtemps que l'OTAN a pris conscience du fait que, parallèlement aux menaces venant de l'Est, il existe également des dangers et des risques diffus pour la sécurité de l'Alliance venant du Sud global. Une séparation claire entre ces deux flancs perd toutefois de son importance: en ce qui concerne la Russie, qui joue un rôle de plus en plus important dans la région méditerranéenne, le Sud et l'Est sont liés par leurs points de jonction (et géographiquement par les Balkans occidentaux). Dans les dix prochaines années, un concept de sécurité à 360 degrés, dans lequel le Sud gagne en importance pour l'OTAN, deviendra donc une nécessité.»

* Le Dr. h.c. Arne Clemens Seifert, (né en 1937 à Berlin) est un ancien ambassadeur et Senior Research Fellow auprès du *WeltTrends-Institut für Internationale Politik*, Potsdam. Il a accompli ses études supérieures à Moscou, à l'Institut des relations internationales, en se spécialisant dans les domaines de la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, ayant obtenu son diplôme en 1963, ensuite son doctorat à l'Institut du mouvement ouvrier international, Berlin, en 1977. Il a occupé des fonctions au Ministère des affaires étrangères de la RDA de 1964 à 1990 en mission diplomatique dans des Etats arabes, en Egypte et en Jordanie ainsi qu'en tant de Responsable des secteurs pour l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan. D'autres stations de sa carrière diplomatique et scientifique: collaborateur scientifique du vice-Ministre pour l'Asie et l'Afrique; ambassadeur dans le Koweït (1982-1987); chef de département (1987-1990). Après 1990: mission de l'OSCE au Tadjikistan; Conseiller pour l'Asie centrale au Centre de recherche de l'OSCE (CORE), Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de l'université de Hambourg, spécialisé dans la recherche sur l'OSCE et l'Asie centrale; dans la prévention civile des conflits, en matières de transformation, de l'islam politique, des relations laïques-islamiques, des processus politiques. Publications récentes, entre autres: *Dialogue et transformation. 25 ans de recherche sur l'OSCE et l'Asie centrale (Nomos); Islamischer Aufbruch in Zentralasien. Spezifika religiöser Radikalisierungsprävention, OSZE-Jahrbuch*, tome 24, 2018; *Friedliche Koexistenz in unserer Zeit. Der neue Kalte Krieg und die Friedenfrage*, (WeltTrends), 2021; *Regelbasierte internationale Ordnung versus Post-koloniale Emanzipation. Grenzen und Sackgassen eines globalen Hegemonieprojekts*, (WeltTrends 2022.)

Congo oriental: une autre catastrophe humanitaire se poursuit sous nos yeux (1^e partie)

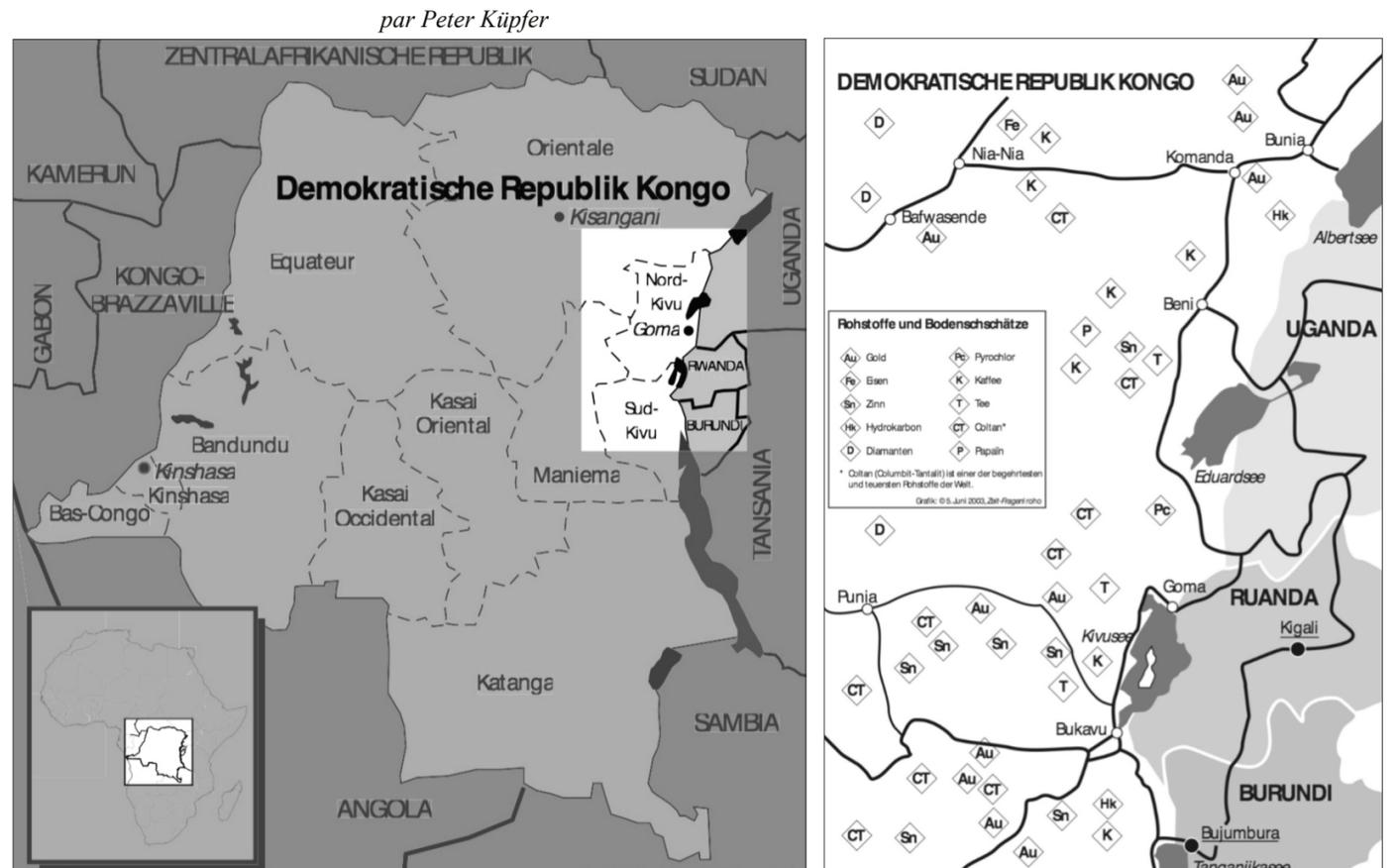
La guerre permanente est avant tout dirigée contre la population civile

Une nouvelle catastrophe humanitaire se déroule sous nos yeux dans l'est du Congo. C'est ce que montrent de nombreux rapports alarmants et cris d'alerte provenant de la région elle-même. Le témoignage sobre d'un prêtre de l'est du Congo qui s'est réfugié avec ses villageois dans la ville de Goma, malheureusement prétendument plus sûre (*Horizons et débats*, n°5 du 12 mars 2024), est à fleur de peau.

Tout autant que le rapport actuel du directeur général du Comité international de la Croix-Rouge, *Robert Mardini*, qui, lors d'une récente visite des installations du CICR au Nord-Kivu (Congo), visiblement bouleversé par la situation précaire, a attiré l'attention de la communauté internationale sur la situation d'urgence y régnant. Rober Mardini a lié ses préoccupations sévères à un appel urgent à la communauté internationale: faites tout pour que les armes se taisent enfin! (voir *Horizons et débats*, no 6 du 26 mars 2024). Ce qui l'a surtout alarmé, c'est la nouvelle aggravation dramatique de la situation militaire. Entre-temps, la région au nord de Goma est soumise à de violents tirs d'artillerie dont les cibles sont en grande partie les civils. C'est là que l'on comprend la véritable raison de la fuite de centaines de milliers de personnes se déplaçant et tentant désespérément de sauver leur vie et celle de leurs enfants. On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec la situation intolérable à Gaza.¹

Comme dans d'autres endroits enflammés du monde, la population civile du Nord-Kivu congolais subit, et ceci depuis des décennies déjà, une catastrophe humanitaire à long terme, provoquée par la guerre permanente y sévissant. Actuellement, la population se réfugie, une fois de plus, dans la région de Goma, ville frontalière avec le Rwanda. La ville, touchée à répétition, est en état de siège depuis plus de deux ans.

Les survivants des tirs rassemblent le strict nécessaire et s'enfuient en colonnes ininterrompues par centaines, parfois par milliers, à travers un terrain peu sûr. Certains n'atteignent



Des convoitises qui tuent: les ressources minières en République démocratique du Congo, les gisements de coltan sont désignés par «CT» (graphiques Hd.)

pas Goma en raison de leurs blessures, de la faim et de l'épuisement, devant s'installer dans des camps de réfugiés improvisés dans les entourages de Goma, souvent sans autre protection contre la pluie qu'une fine feuille de plastique. Mais les conditions sont également désespérées dans la ville de Goma elle-même. Notre contact à Goma, le prêtre précité, nous écrit en hâte ces quelques paroles de cœur lourd que voilà:

«L'espoir de paix s'amenuise. La misère de la population, surtout des personnes dépla-

cées – deux immenses camps sont tout proches – nous désespère presque entièrement. Et puis le «génocide mentale», préparé de longue date – imaginez: des milliers d'enfants abandonnés ont entre-temps oublié qu'il y avait autrefois des écoles pour les enfants».

Des sonnettes d'alarme

C'est déjà la deuxième fois que le prêtre désespéré nous parle de ce fait, également cause de préoccupations exprimées par Mardini: toutes les écoles encore existantes de

la région sont transformées en stations de premiers secours urgents improvisées. Depuis des années déjà, il n'y a plus d'école digne de ce nom dans le Nord-Kivu. De nombreux enfants sont enlevés par les mercenaires pour devenir des enfants-soldats. Quel est leur avenir? Et quel est l'avenir d'un pays dont un nombre écrasant d'enfants pour qui la notion d'école est devenue mot d'une langue étrangère?

suite page 5

«Les ambitions hégémoniques ...»

suite de la page 3

En Eurasie, empêcher l'émergence des hégémonies

Selon le *US-Congressional Research Service*, «un facteur-clé spécifique du rôle traditionnel des Etats-Unis dans la politique mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, rarement révélé publiquement par les stratèges américains, est d'empêcher l'émergence de puissances hégémoniques en Eurasie. Cette ambition reflète une vision géopolitique américaine ainsi qu'une stratégie majeure développée par les stratèges et les politiciens américains pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale, qui prend en compte des estimations fondamentales. [...] Même si les décideurs politiques américains ne font pas ouvertement référence explicite à leur objectif d'empêcher l'émergence de puissances régionales hégémoniques en Eurasie, les opérations militaires des Etats-Unis pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale, ainsi que de nombreuses interventions tant armées que routinières des Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale (avec certains éléments civils inclus dans la stratégie internationale des Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale), semblent avoir été conduites, dans une large proportion, pour soutenir cet objectif.»

Selon le document correspondant du *US-Congressional Research Service*, mis à jour en 2023, les Etats-Unis poursuivent avec cette stratégie les objectifs suivants:

En géopolitique: «L'important potentiel en termes de population, ressources et activités économiques en Eurasie offrirait aux puissances hégémoniques régionales une concentration de pouvoir suffisamment importante pour menacer les intérêts vitaux des Etats-Unis.»

Quant aux interventions politiques: «L'Eurasie pourrait ne pas être en mesure d'assurer sa propre sécurité selon ses propres règles, si bien que les pays de la zone ne

pourraient s'opposer par leurs propres moyens et à coup sûr à l'émergence de puissances hégémoniques eurasiennes. Ce qui veut dire en clair que les Etats d'Eurasie [...] ont besoin du soutien d'un ou de plusieurs pays extérieurs à leur zone géographique pour s'opposer sans problème à l'émergence d'hégémonies locales.»

En géostratégie militaire: «Empêcher l'émergence d'hégémonies régionales en Eurasie est la principale raison de l'organisation interne de l'armée américaine lui permet de se déployer à la demande, depuis les Etats-Unis sur de considérables distances et des territoires, aussi bien maritimes qu'aériens, afin de mener, en Eurasie, des opérations militaires de grande portée et de durée, dans ses eaux et son espace aérien. Pour ce faire, les forces aériennes doivent disposer d'un nombre considérable de bombardiers et d'avions de surveillance, à long rayon d'action dans les deux cas, ainsi que d'avions de transport aérien à long rayon d'action, soutenues d'avions ravitailleurs et de porte-avions.»

Objectifs à long terme: Après la fin de la Guerre froide, la doctrine américaine emploie le terme générique d'«ère» pour désigner les «relations internationales dans des conditions de rivalité stratégique à long terme» («Post-Cold War Era of International Relations», à consulter sur <https://crsreports.congress.gov>). Ce qui revient de facto à notre concept d'«open end». Les Etats-Unis situent le début de cette ère à l'époque de la «prise et l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014», ses «actions dans l'est de l'Ukraine» ainsi qu'à celle de «l'action de la Chine dans l'est et le sud de la Mer de Chine». Ils considèrent ces événements comme une «menace pour les principales composantes de l'ordre international établi par les Etats-Unis». En d'autres termes, l'ère de la «rivalité stratégique à long terme» est déjà une réalité et marque le positionnement de l'Amérique dans le conflit ukrainien et bien au-delà.

L'impasse européenne

Face à cette situation générale, l'Europe se retrouverait dans l'impasse si elle se ralliait aux ambitions eurasiennes de l'Amérique, si elle s'en déclarait solidaire ou, plus encore, si elle «prenait part aux combats» otaniens, étant donné que la déclaration d'intention de Biden d'influencer le comportement du «Sud global» en tant qu'arrière-pays immédiat de la Russie et de la Chine est identique à l'irruption des concepts OTAN dans l'espace de l'OSCE, avec plaque tournante de l'Asie centrale.

L'Asie centrale constitue le centre du sous-continent euro-asiatique. Ses Etats – le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan – s'étendent en un gigantesque bloc bordant la Russie et la Chine. A lui seul, le Kazakhstan, avec ses 2 724 900 kilomètres carrés de territoire, est le neuvième pays du monde en termes de superficie s'étendant sur deux fuseaux horaires. L'Asie centrale, et en particulier son plus grand Etat, le Kazakhstan, joue un rôle clé dans les systèmes de transport et de communication régionaux eurasiens reliant la Russie, la Chine, la mer Caspienne, l'Iran, le Caucase et l'Europe. Le transit de la Chine vers l'Europe passe par le Kazakhstan. Entre-temps, ce dernier peut être considéré comme l'une des «nouvelles puissances émergentes de ces pays du Sud».

En 2023, Le Kazakhstan a présidé l'OCS, l'Organisation de Coopération de Shanghai, qui regroupe environ 40% de la population mondiale et que l'on peut voir comme un centre de gravité géopolitique euro-asiatique. Avec les BRICS, cette organisation est l'une des forces internationales, agrégées de manière dynamique et capables de générer des changements fondamentaux dans les rapports de force globaux, débouchant sur d'un nouveau monde multipolaire, ce à quoi s'oppose l'Occident transatlantique qui, lui, s'efforce notamment de surmonter ces obstacles grâce à sa tentative de mobilisation collective.

L'Asie centrale, et plus précisément le Kazakhstan, est un point névralgique auquel s'attaque l'Occident, en le soumettant au harcèlement et au chantage sur la fameuse «question de la loyauté» présentée tous azimuts pour atteindre la scission du monde voulu: c'est nous ou la Russie et la Chine? – et ce en particulier dans le contexte du conflit ukrainien.

En fin de compte, les pays d'Asie centrale dans leur ensemble, la Chine et les Etats arabes du Golfe possèdent un dénominateur commun au niveau des attentes, des principes, des comportements, de la coordination et de la politique internationale.

On constate les mêmes caractéristiques, voire des similitudes, en matière de politique économique. Les rencontres au sommet, les accords et les orientations de l'Organisation de Coopération de Shanghai incluent une multitude de projets communs contemporains, économiques, sociaux et culturels, nationaux, transnationaux et transfrontaliers.

Conclusion

L'Europe constituée en UE devra revoir, sans tarder, son expérience et son potentiel sur le plan continental en matière de stabilisation des conflits, de prévention de la guerre et de coexistence pacifique.

Il lui conviendra de tirer parti de sa position continentale eurasienne, dans l'intérêt de toutes les parties. Ce dernier point est d'une importance capitale dans ce contexte, car nul autre centre des pouvoirs pourrait se féliciter du voisinage *continental* des centres de la nouvelle construction mondiale multipolaire, comme c'est le cas pour l'Europe dans ses relations avec la Chine, la Russie et l'Asie centrale. Une relation de coexistence et de coopération pacifiques s'annonce d'urgence pour en aboutir conjointement à un nouveau centre de gravité économique et politique mondial. Pour l'instant, dans cette perspective paisible, il n'y a rien à attendre des Etats-Unis ni de l'OTAN.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Congo oriental ...»

suite de la page 4

Comme Robert Mardini l'a déclaré aux médias après sa visite au Nord-Kivu, la crise a entre-temps atteint un nouveau niveau d'escalade. Alors que dans la longue histoire des souffrances de la population civile de l'est du Congo, les combats se déroulaient principalement entre les groupes de mercenaires étrangers et l'armée nationale congolaise, des zones entières sont désormais bombardées aux tirs d'artillerie. La population civile est impliquée de manière dévastatrice dans les combats se déroulant sans cesse, en flagrante violation du droit international de guerre. Les deux hôpitaux de Goma et de Bukavu, qui ont constamment fait l'impossible, ne peuvent plus faire face à l'afflux de blessés, dont nombreux grièvement. Là aussi, des tentes improvisées s'entassent. Mardini implore la communauté internationale à insister sur ce que les formations militaires actives respectent les dispositions relatives à la protection de la population civile, telles qu'elles sont définies de manière contraignante dans les Conventions de Genève. Comme à Gaza, aucun remède n'a manifestement encore été trouvé contre leur non-respect cynique dans l'est du Congo (et cela depuis 30 ans!). Tant que les formations de mercenaires sont soutenues par de grandes puissances, et c'est le cas depuis toujours au Congo oriental, l'expulsion durable de la population civile de toute la région riche en matières premières est manifestement un objectif de guerre.

La guerre permanente est ciblée contre la population civile...

La détresse humanitaire n'est malheureusement que l'un des aspects de la guerre permanente dans l'est du Congo. L'autre est encore moins évoquée de fond dans nos médias. C'est son côté manifestement mafieux. Les groupes de bandits armés, dont le nombre selon des sources fiables s'élève à plus d'une centaine, poursuivent tous le même but: s'accaparer, de façon criminelle, des richesses minières dont les deux Kivus, surtout le Nord-Kivu, abondent.

Tous ces groupes aux noms toujours nobles, dans lesquels on retrouve beaucoup de termes renvoyant à la démocratie, la liberté et d'autres beaux idéaux ont une «qualité» en commun: leur cruauté sadique, manifestement planifiée, qui se dirige surtout contre les villages sans défense. Ces attaques comprennent la destruction systématique de colonies et de villages entiers, souvent accompagnée de l'assassinat bestial des hommes, du viol collectif des femmes et de l'infanticide.

C'est justement cette terreur permanente des milices qui, depuis des années, est la raison pour laquelle des villages entiers se vident en panique. Et ce dans des lieux d'opérations variables, des acteurs changeants, des groupes armés aux noms fantaisistes – et toujours pratiquant le même mode opératoire brutal. Leurs crimes de guerre perpétrés depuis des années ont toujours été relevés par un nombre considérables de documents, en partie initiés, élaborés et reçus par des équipes de l'ONU. Ses rapports soigneusement rédigés constituent, sur des milliers de pages dès les débuts des infiltrations étrangères, une documentation accablante des horreurs mentionnant les lieux, les noms des victimes, souvent aussi des auteurs, les dates et la nature de ces visites bestiales. Ils nourrissent toute une littérature sérieuse, se basant sur les faits, pourtant ignorée systématiquement par les forces qui se comportent toujours en seigneurs du monde.²

Jusqu'à présent, les efforts de témoins courageux et de groupes d'entraide, mais aussi d'experts avisés et de rapporteurs sérieux, n'ont pas réussi à inverser cet état de choses. Cela explique également le désespoir croissant des personnes concernées. Ce qui les blesse avant tout, c'est le fait que le monde, en particulier le monde occidental, détourne le regard de leurs souffrances. Dans les codes juridiques des sociétés qui se disent civilisées, la non-assistance à des personnes en urgence est un délit. Cette non-assistance aux civiles en situation d'urgence, les grandes puissances et l'alliance militaire des Etats occidentaux le pratiquent quotidiennement. Ce faisant, ils ne cessent pour-



Camp de réfugiés actuel dans les alentours de Goma. D'après le CICR, plusieurs millions de congolais sont entre-temps des réfugiés dans leur propre pays (photo screenshot Aktion Deutschland Hilft)

tant pas de propager leur «ordre basé sur des règles».

... et en plus, cette une guerre exportée

Si l'on se réfère à Wikipedia ou à nos «médias de qualité» pour connaître les tenants et aboutissants des «troubles congolais» qui persistent, on ne tarde pas à tomber sur le terme «rebelles». Depuis trente ans, ce seraient des «rebelles» ayant chassé Mobutu du pouvoir lors de la guerre éclair en 1997, appelé «guerre de rébellion». Ensuite, dans ce narratif erroné, ce serait à nouveau des soi-disant «rebelles» s'étant mobilisés contre les nouveaux maîtres du Congo: «Kabila-père» (Laurent-Désiré Kabila, abattu trois ans et demi après, le 16 janvier 2001, par un de ses propres gardes du corps), puis «Kabila-fils» (Joseph Kabila), installé comme successeur par la camarilla pro-rwandaise au pouvoir à Kinshasa. Joseph Kabila est resté jusqu'en 2018 le président par intérim, et donc non légitime, du Congo post-mobutiste qui est depuis lors à nouveau loyalement inféodé aux Etats-Unis. Les deux Kabila, tous les deux les hommes de Rwanda, ont dirigé militairement ces «rebelles» de l'AFDL et du RCD (en fait des troupes rwandaises et ougandaises) et ont donc été les majeurs coresponsables des graves crimes contre l'humanité qui y ont été perpétrés.

Dans tout cela, où repérer de la «rébellion»? Rébellion de qui et contre qui? En réalité, il s'agissait d'un changement de régime préventif classique selon le scénario américain, qui a coûté d'innombrables vies humaines, selon des sources fiables plusieurs millions. Car pour se procurer des matières premières stratégiques, il faut pouvoir compter sur son principal fournisseur. Et cela a été une question ouverte dans les dernières années de Mobutu, lui se trouvant en mauvaise santé et son remplacement restant incertain. Enfin, depuis plus de vingt ans, ce seraient donc toujours les «groupes rebelles», selon la même nomenclature mensongère, qui détruiraient la population civile de l'est du Congo. Parmi eux se trouve le groupe terroriste «M23» qui se distingue par sa cruauté et ses destructions systématiques du cadre de vie est-congolais. Dans quel but? Equipé par qui? Tous ceux qui se prononcent en connaissance des réalités affirment qu'avec le M23 on a bel et bien affaire à une

armée d'intervention sous commande rwandaise.

Ce qui se déroule à l'est du Congo, depuis de longues années sans changement, est tout sauf une guerre civile. Il s'agit en réalité d'une guerre par procuration (v. Bucyalimwe 2018, ann. 3), réalisée par des mercenaires équipés, formés et payés par les pays voisins, en majorité par le Rwanda.³ La problématique ethnique systématiquement mise en avant par les Rwandais est un écran de fumée destiné à masquer la réalité. En effet, la carte ethnique utilisée ici repose entièrement sur une problématique interne au Rwanda et a été délibérément appliquée à l'est du Congo par le biais d'une construction mensongère réussie. Actuellement, le ministre congolais des Affaires étrangères vient de le préciser en quelques mots courageux, devant la tribune du conseil de sécurité (voir encadré).

L'objectif est d'exploiter les matières premières en catimini

La guerre dans l'est du Congo, maintenue active depuis maintenant trente ans, révèle de plus en plus clairement l'un des principaux objectifs des groupes de guérilla anonymes qui y opèrent: c'est l'expulsion durable de la population congolaise résidente. Car elle a le malheur de vouloir, comme ses ancêtres, pratiquer l'agriculture ou faire paître ses moutons dans une région où se trouvent en abondance des ressources minières convoitées et rares dans le monde entier, d'importance stratégique, aujourd'hui dramatiquement croissante.

Il n'y a pas que l'or, les diamants, le cuivre et l'uranium qui ont fait couler beaucoup de sang au Congo – aujourd'hui, dans la région frontalière du Congo avec le Rwanda et l'Ouganda, il s'agit surtout des matières premières du genre de coltan, lithium et cobalt. Ces matières premières très rares sont indispensables pour les applications à technologie de pointe, tant dans la vie civile que dans l'industrie moderne de l'armement. Sans elles, il n'y aura pas de production de téléphones portables, pas de communication high-tech, pas de navigation spatiale, pas de batteries de voiture ni de missiles croisière.

Un autre mystère s'éclaircit lorsque l'on consulte la carte des richesses minières de l'Afrique de l'Est. Le Rwanda, pays nain au-

trefois pauvre en souris, est devenu entre-temps le plus grand exportateur mondial de coltan et de diamants. Mais il n'y a pas un seul gisement de coltan (ni d'or, de diamants ou de matières premières high-tech très convoitées) bien que le Rwanda se trouve en tête de la distribution de ces ressources minières convoitées – et d'ailleurs aussi, depuis 1997, du commerce mondial des diamants. Ce qui fait tourner les caisses du Rwanda depuis les soi-disant «guerres de rébellion dans l'est du Congo», ce sont des richesses minières congolaises volées aux congolais dont plus de 90 pour cent de la population vivent de deux dollars par jour.

Pour dissimuler le rôle joué en réalité par le Rwanda dans cet espace d'approvisionnement criminel en matières premières stratégiques, son gouvernement et ses amis en Occident (en Europe surtout l'UE) ne cessent d'évoquer le vieux mensonge de guerre selon lequel le Rwanda doit se protéger, les armes à la main, contre les éléments revanchards voulant mettre à terme leur génocide contre les Tutsis commencé il y a trente ans (!). Ce seraient eux constituant la plus grande menace pour le Rwanda (avec son élite tutsie de nouveau au pouvoir depuis 1994). Presque tout y est déformé en un mensonge de guerre classique pourtant grotesque, comme le montre l'histoire récente lorsqu'elle est présentée de manière véridique. Le récit des venants et aboutissant de cette tristissime falsification des faits sera le thème de la deuxième partie de cet article.

Il faut donc tirer un bilan provisoire attristant. Comme le Pape François l'a exprimé lors de sa visite de plusieurs jours au Congo, il y a un an, les millions de victimes de cette guerre interminable meurent depuis trente ans dans l'indifférence totale du monde occidental. Ils sont cyniquement sacrifiés pour les exploiters et les profits des pays occidentaux. Comme pour l'Ukraine, le pape avait déjà averti il y a un an qu'une seule voie menait à la paix, la négociation honnête des problèmes dans le respect de toutes les personnes touchées par les catastrophes matérielles et humaines.

¹ Voir les articles à ce sujet dans les récentes éditions de *Horizons et débats*: «Un vent nouveau souffle-t-il aussi sur l'Afrique centrale? Requête peu encourageante émanant des élections présidentielles en République Démocratique du Congo», *Horizons et débats* n°4, 27/02/2024; «Rapport de situation de Goma», *Horizons et débats*, n°5, 12/03/2024; «République Démocratique du Congo – avertissement urgent du CICR.» «Avec des civils dans la ligne de mire, l'utilisation d'armes lourdes marque une nouvelle phase alarmante du conflit armé dans l'est du pays.» *Horizons et débats*, n°6, 26/03/2024.

² Outre la littérature mentionnée (v. annotation 3), un document faisant état exhaustivement de la situation humanitaire aux débuts du conflit soit cité comme exemple. Il s'agit d'une documentation détaillée de l'ONU sur les crimes contre l'humanité dès les premières années du conflit dans l'est du Congo perpétrés par des forces armées camouflées sous commandement étranger, sous le titre: «Report Mapping», à consulter en ligne sous *UN-Office of the High Commissioner for Human Rights. Democratic Republic of the Congo, Mapping Exercise de 2010* (disponible en anglais et en français).

³ Quelques exemples choisis de la multitude de livres sérieux et correctifs sur le sujet: Ruzibiza, Abdul Joshua. *Rwanda. L'histoire secrète*, Paris (Editions du Panama) 2005; Bucyalimwe Mararo, Stanislas, *Nord-Kivu (RDC): Vingt-quatre ans des tueries programmées* (mars 1993 - mars 2017), Saint-Denis (Edilivre) 2018; Rever, Judi. *Rwanda. L'élégie du sang. Les crimes du Front Patriotique Rwandais* (éd. Max Milo), ISBN 231500957X.; Onana, Charles. *Holocauste au Congo. L'omerté de la communauté internationale*, Paris (Editions de l'Artilleur) 2023, ISBN 978-2-81001-145-2

Les Etats-Unis retirent leurs forces armées du Niger

Selon certaines affirmations, le Ministre de l'Intérieur du Niger, le Général Mohamed Toumba, aurait rencontré à Niamey l'ambassadrice Kathleen Fitz-Gibbon, dans le but de discuter d'un plan de retrait des forces armées. Samedi dernier [16 mars 2024], Amadou Abdramane, porte-parole de la junte nigérienne, a annoncé la fin de l'accord sur la coopération militaire avec les Etats-Unis, tout en tenant compte des intérêts du peuple. Il a qualifié d'illégal la présence militaire américaine car elle enfreindrait toutes les normes constitutionnelles. Les observateurs rappellent que la veille, le gouvernement nigérien s'est déclaré prêt à renforcer ses relations de coopération avec la Russie en matière de sécurité et de questions d'intérêt commun. En outre, les autorités militaires du Niger, du Mali et du Burkina Faso ont récemment annoncé la création imminente d'une force de sécurité commune pour lutter contre les violences djihadistes dans leurs pays respectifs.

Source: *Prensa latina* du 28.03.2024

(Traduction *Horizons et débats*)

«Le Conseil de sécurité se penche sur les crises sécuritaire et humanitaire dans l'est de la RDC»

[...] Le représentant de la République démocratique du Congo [RDC] [...] a rappelé que la guerre faisait rage entre la coalition de l'armée rwandaise et les Forces armées de la RDC. Il s'est inquiété d'un renforcement des troupes rwandaises à 30 kilomètres de Goma, au niveau de la frontière entre les deux pays. Il a dénoncé [...] le bombardement de l'aéroport international de Goma le 17 février [...] «Cette énième agression rwandaise constitue, en droit international, un crime d'Etat et une grave violation de la souveraineté de la RDC», a-t-il affirmé, ajoutant que la situation avait conduit [dès les débuts] au déplacement de 7 millions de femmes et d'enfants dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo. Le représentant de la RDC a martelé que l'«illusion de grandeur que se fait le Rwanda le pousse à croire qu'il a acquis un droit naturel de se mêler impunément des affaires internes de ses voisins (...) Qualifiant le M23 de «bras armé du Rwanda en RDC», il a accusé l'agression de ce dernier d'être une des causes principales de la crise sécuritaire dans l'est de

la RDC ainsi que dans la région des Grands Lacs tout entière. Il l'a également accusé de bloquer les initiatives de paix issues des processus de Nairobi et de Luanda, afin de gagner du temps pour réaliser son ambition de constituer une colonie d'exploitation et de peuplement en RDC afin de contrôler les institutions congolaises. Il a estimé que le Rwanda devrait se voir priver du droit à la parole dans les enceintes des Nations Unies jusqu'au retrait total de ses troupes du territoire de la RDC. Le délégué a demandé instamment au Conseil de sécurité d'exiger du Rwanda le retrait sans condition de ses troupes du territoire de la RDC et de cesser tout soutien aux terroristes du M23.» (Séance du 20 février 2024, extraits du procès-verbal officiel, mise en relief de Hd., texte entier accessible sur press.un.org/2024/cs15596.doc.htm)

Source: *Nations Unies, Conseil de sécurité Communiqué de presse du 20 février 2024* (press.un.org/2024/cs15596.doc.htm)

(Traduction *Horizons et débats*)

Connexion grâce au pouvoir de la musique

Kent Nagano, un chef d'orchestre américain visionnaire

par Winfried Pogorzelski

La musique éveille et stimule la créativité inépuisable de l'être humain. Il se surpasse, crée des œuvres grandioses dont l'effet ne peut être ignoré: la musique enthousiasme, procure des moments de bonheur, rassemble les gens et leur permet de mieux affronter la vie. Sur tous les continents et dans toutes les cultures, c'est la musique, classique ou populaire, qui en est miraculeusement capable.

La musique classique, généralement fortement subventionnée par l'Etat, est souvent soumise à une pression croissante pour faire des économies et doit ainsi accepter une certaine perte d'importance. Kent Nagano s'engage sans relâche pour son maintien, sa considération et sa diffusion. Il rêve «d'un monde dans lequel chacun aurait la chance d'accéder à la musique classique» (p. 40), mais cultive également l'échange entre les traditions musicales de différentes cultures.

«Le village de pêcheurs musical»

Kent Nagano, chef d'orchestre américain d'origine japonaise, a étudié la musique et la sociologie à Santa Cruz et à San Francisco. Il a également étudié avec Pierre Boulez, Leonard Bernstein et Olivier Messiaen, dont il était l'ami. Son activité l'a conduit dans les plus grandes salles de concert et d'opéra, notamment à Montréal, Boston, New York, Berlin, Hambourg, Munich, Salzbourg, Zurich et Milan. Il fait partie des représentants les plus demandés de sa profession.

Dans les années 1950 et 1960, Nagano a grandi dans un village de pêcheurs appelé Morro Bay, sur la côte ouest de la Californie, où s'étaient installés des immigrants de différentes origines ethniques, dont des Suisses. Dans l'école locale, le Géorgien Wachtang Korisheli travaillait avec dévouement comme pianiste et professeur de musique. Il s'y était installé après avoir échappé aux troubles de la Seconde Guerre mondiale. Son objectif était de créer un orchestre. Le matin avant l'école, et l'après-midi après les cours, chaque élève recevait des leçons d'instrument, et en fin de journée, on se réunissait pour une répétition d'orchestre.

Si, en arrivant, les élèves savaient jouer quelques marches de manière assez passable, sous la houlette de leur dévoué professeur, ils ont appris à lire les notes, à jouer à vue et à s'écouter les uns les autres. Avec son orchestre de plus en plus qualitatif, la communauté de Morro Bay s'est transformée en un «village musical» (p. 29). Les nombreux conflits entre les personnes d'origines très diverses se sont apaisés. «La musique nous soudait, nous donnait un sentiment de communauté, était un lieu de rencontre. Et elle nous donnait un objectif commun: le prochain concert, pour lequel nous travaillions tous ensemble, afin d'offrir au public [...] une expérience unique». (p. 37)

Nature et effet de la musique classique

Pour Kent Nagano, la musique classique des quelque mille dernières années est «un univers qui s'étend dès que l'on s'y plonge» (p. 11). En elle se trouvent «toute notre tradition occidentale, la grande idée de développement jusqu'à la modernité, et le canon avec ses œuvres de différentes époques. En elle réside une créativité humaine jamais tarie, grâce à laquelle des œuvres sont sans cesse produites dans cet art». (p. 11) Comme dans tous les beaux-arts, la musique recèle l'infini, car on n'en a jamais fini avec une œuvre d'art, elle n'est jamais complètement exploitée, saisie, comprise.

Faire de la musique va toujours de pair avec des rencontres humaines, avec une expérience communautaire de tous les participants, autant dans la musique classique que dans la musique populaire. Chaque participant, sur le podium et dans l'auditoire, est profondément touché, renforce ses compétences sociales, sa capacité de concentration et son aptitude à vivre.

Nagano renvoie dans ce contexte à Friedrich Schiller et à son «éducation esthétique de l'homme», car les «Beaux-Arts» seraient «une condition nécessaire de l'humanité» (p. 7).

Mieux supporter les épreuves par la musique

Il existe de nombreux exemples montrant que, sous l'influence de la musique, l'être humain, qu'il soit musicien ou auditeur, est capable de ne pas perdre courage dans des situations extrêmes et de tenir bon face à l'adversité. Ainsi, Nagano constate également que la musique sérieuse ou une autre activité artistique joue souvent un rôle important «lorsque nous sommes confrontés à des situations de vie presque insupportables [...] Pourquoi les prisonniers des camps de concentration d'Hitler ont-ils dessiné, chanté et, s'ils en avaient la possibilité, fait de la musique dans leurs baraquements inhumains?» (p.126) Ou pourquoi, demande-t-il, le compositeur français Olivier Messiaen (1908-1992) a-t-il pu créer en 1940, dans un camp de prisonniers de guerre allemand, le chef-d'œuvre *Quatuor pour la fin du temps*, joué pour la première fois en 1941 avec des prisonniers de guerre (p. 39 et suivantes)?

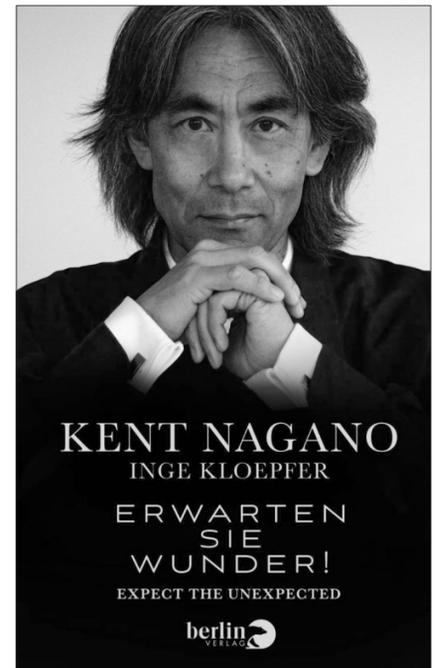
Il y a d'autres exemples de ce phénomène: pendant le blocus de Leningrad (1941-1944), la population, dont 400 000 enfants, a été exposée aux attaques de l'aviation allemande, à la faim et à un froid extrême. 1,1 million de civils en furent victimes, 90% d'entre eux moururent de faim. En 1942, la volonté de résistance des habitants a été renforcée de manière décisive par le fait que la 7^e symphonie de Dmitri Chostakovitch, composée spécialement à cet effet, a été diffusée par haut-parleurs dans toute la ville. Même les soldats allemands ne pouvaient pas échapper à l'effet de cette musique.

Un autre exemple impressionnant est celui de la pianiste autrichienne Alice Herz-Sommer (1903-2014), originaire de Prague, qui donnait des concerts dans le ghetto de Theresienstadt. Ce n'est pas par hasard qu'elle a également choisi les 24 études pour piano de Frédéric Chopin, car elles expriment tous les traits fondamentaux de la sensibilité humaine et comptent parmi les œuvres les plus importantes et les plus virtuoses du répertoire pour piano. Elles posent à l'interprète des exigences techniques, psychiques et physiques exceptionnellement élevées, et ont permis à Alice Herz-Sommer de faire face au désespoir devant la déportation de sa mère âgée dans un camp de concentration. Relever ce défi artistique lui a donné la force de traverser cette phase difficile de sa vie, et cette force s'est transmise aux habitants du ghetto.

La musique face à une société vide de sens

Selon Nagano, les sociétés hautement développées se trouvent dans une crise de sens. C'est ce qu'aurait montré par exemple la crise financière de 2008, qui a entraîné une récession mondiale, due au fait que l'homme aurait perdu pied et serait tombé dans l'utilitarisme. Pour être à l'abri de telles évolutions, conclut le chef d'orchestre, l'homme doit redevenir réfléchi, guidé par des valeurs, discipliné et capable de discernement sur le plan humain et éthique. Il en aura l'occasion notamment lors de la «confrontation avec les arts, la musique, la littérature, la philosophie, la peinture» (p. 87). Pour lui, ce chemin commence de préférence au moment où les enfants sont encore les plus réceptifs: à l'école primaire, où l'enseignement de la musique est de plus en plus négligé. Les chefs-d'œuvre des grands compositeurs étant complexes, porteurs de beaucoup de substance et de profondeur, comme la vie elle-même, ils sont donc vecteurs d'attitudes et de valeurs positives. Les neuf symphonies de Beethoven, par exemple, représentent pour lui une réflexion sur les grandes idées humanistes.¹ Contrairement à une opinion largement répandue, la musique classique n'est pas faite pour les amateurs cultivés seuls, mais pour tous.

Si les jeunes ne viennent pas à la musique, c'est la musique qui doit venir aux jeunes, telle la devise de Nagano. C'est ainsi qu'il a eu l'idée d'amener la musique aux gens, quels que soient leur origine et leur âge, s'ils ne venaient pas d'eux-mêmes à la salle de concert et à l'opéra: à Montréal-Nord, où règnent la pauvreté matérielle et l'absence d'éducation, il a fondé un jardin d'enfants musical qu'il visite régulièrement, et a présenté la célèbre 5^e symphonie de Beethoven dans le stade de hockey sur glace de la ville. Le public, dont les joueurs de hockey sur glace des *Montreal Canadiens*, l'a remercié par un tonnerre d'applaudissements. Il a aussi rendu visite aux Inuits de



ISBN 978-3-8270-1233-3

l'Arctique canadien afin de découvrir leur musique et de la fusionner avec la musique classique d'Europe centrale lors de performances communes. A Hambourg et à Berlin, il a fait appel à de jeunes musiciens et chanteurs pour une production d'opéra. Sur la *Potsdamer Platz*, il a organisé à plusieurs reprises des concerts de musique classique en plein air avec des jeunes, ce qui a enthousiasmé autant les participants que les passants...

Kent Nagano n'est pas près de manquer d'idées en matière de lieux de représentation, de musiciens et de répertoire. En 2015, il a dirigé le *Hornroh Modern Alphorn Quartet* à la Tonhalle de Zurich avec une pièce contemporaine du compositeur autrichien Georg Friedrich Haas. Espérons qu'il va continuer de proposer des performances émouvantes, du suspense et du plaisir d'écoute, apportant ainsi sa contribution à l'humanisation de la société.

¹ Salathé, Nicole. *Klassik gegen Krise: Stardirigent Kent Nagano verspricht Wunder*. <https://www.srf.ch/kultur/musik/musik-klassik-gegen-krise-stardirigent-kent-nagano-verspricht-wunder>

Sources:

Ehrhardt, Bettina. *Kent Nagano – Montréal Symphony. Dokumentation 63*, DVD. Frankfurt am Main: Zweitausendeins, 2010

Franz, Nadja; Klopfer, Inge. *Der Traum des Kent Nagano*. Film, NDR/Arte 2017

Freitag, Annette. «Vier Alphörner. Und Kent Nagano». <https://www.journal21.ch/artikel/vier-alphoerner-und-kent-nagano>

Müller, Melissa; Piechocki, Reinhard. *Alice Herz-Sommer. Ein Garten Eden inmitten der Hölle. Ein Jahrhundertleben*. München: Droemer, ISBN 978-3-426-27389-0

Pogorzelski, Winfried. «Triumph der Kunst über die Barbarei, Zum Dokumentarfilm *Das Wunder von Leningrad* und zu seinem historischen Hintergrund». <https://www.zeit-fragen.ch/archiv/2019/nr-8-26-maerz-2019/triump-der-kunst-ueber-die-barbarei>

Le premier instituteur: personne clé pour vaincre la haine

ds. Le livre «Je ne haïrai pas» émeut. Il a été présenté dans *Horizon et débats* n° 4 du 27 février 2024. Le médecin palestinien Izzeldin Abuelaish y raconte son enfance dans un camp de réfugiés palestiniens. En effet, ce n'était pas une véritable enfance, comme c'est le cas pour la plupart des Palestiniens. A l'âge de sept ans, on attendait déjà de lui, le fils aîné, qu'il aide sa famille en gagnant quelques sous. L'auteur décrit la misère dans laquelle il a grandi. La saleté et la pauvreté leur étaient imposées ainsi que la menace constante d'attaques par les armes. Il décrit la vie quotidienne dans la bande de Gaza, son éducation, finalement son travail comme médecin dans un hôpital israélien. Dans un des raids des troupes israéliennes, trois de ses huit enfants ont été tués par des obus de chars israéliens ciblés sur leur maison – par erreur. Mais malgré toutes ces souffrances endurées, il a persisté à dire: «Je ne haïrai pas».

Selon Abuelaish, la haine est une maladie empêchant autant la guérison que la paix. «Nous avons besoin d'une sorte de programme de vaccination inculquant aux gens les notions de respect, de dignité et d'égalité

et les immunisant contre la haine», écrit-il (p. 233). Il est certain que la majorité des Israéliens et des Palestiniens souhaitent vivre côte à côte. Mais comme le décrit l'auteur, les populations sont constamment soumises à des doctrines extrémistes, des deux côtés. Cette situation favorise, face à la misère dans laquelle ils vivaient, l'incitation à la révolte.

Pour Abuelaish ce sont avant tout les mères palestiniennes, les vraies héroïnes. Ce sont elles qui rendent la survie possible. Elles donnent à manger à tout le monde avant de se nourrir elles-mêmes et n'abandonnent jamais la famille. «Ma mère», écrit-il, «était comme une lionne lorsqu'il s'agissait de nous protéger, mais elle était également implacable dans ce qu'elle exigeait de nous. De moi elle attendait que je fasse autant d'efforts qu'elle pour améliorer notre situation». (p. 78, *indications selon l'édition en allemand, réd.*)

Abuelaish entre à l'école à l'âge de six ans. Très tôt il comprend qu'une bonne éducation pour lui est le seul moyen d'échapper aux circonstances dans lesquelles il vit. Dès le début, il n'esquive aucun effort pour at-

teindre cet objectif, mais sans des enseignants qui l'encouragent constamment, il n'aurait pas atteint son but. L'auteur revient à maintes occasions sur cette condition décisive pour sa vie qui consistait, pour lui, dans ses premières années d'école d'apprendre avec ses enseignants. Et parmi eux, il y avait cet instituteur exceptionnel dont il fait des louanges méritées sur son apprentissage de la lecture. Ainsi écrit-il: «Lors de cette première année scolaire, j'ai eu trois instituteurs différents. L'un était assis sur sa chaise et nous donnait des devoirs, l'autre enseignait la musique, ce que j'aimais beaucoup. Le troisième était un homme se comportant comme s'il avait découvert en moi, le futur étudiant. Il m'a accordé tant d'attention qu'à la fin de l'année, il m'avait complètement convaincu, moi, élève de première année, que je pouvais en effet apprendre tout ce que je voulais. C'était un homme extraordinaire. L'école était surpeuplée. Nous étions trois à nous asseoir à un pupitre, avec soixante enfants dans une classe, mais j'avais hâte de m'y rendre le matin. J'adorais l'école et lorsque mon instituteur me

posait une question et que je levais la main pour répondre, j'étais heureux. Les nouvelles connaissances acquises sur le monde étaient de la manne pour moi». (p. 73 ss.)

Et plus loin: «Grandissant, je me suis rebellé contre de nombreuses injustices, mais aujourd'hui, je regarde en arrière et je suis reconnaissant envers mes enseignants qui étaient persuadés qu'il existait un avenir pour moi. Ce sont eux qui ont semé en moi la confiance nécessaire pour aller de l'avant. Ce sont eux qui m'ont grand-ouvert les portes envers le monde me faisant savoir qu'il y avait un avenir au-delà de la pauvreté oppressante dans laquelle nous vivions». (p. 77)

Lorsqu'il regarde en arrière et pense à sa mère, il peint le portrait d'une femme résolue et exigeant, avant tout à ce qu'il réussisse sur sa voie, malgré tous les obstacles. Et il repense à *Ahmed Al Halaby*, son enseignant de première classe qui lui avait donné la confiance que tout était possible. «J'ai appris des deux – autant de ma mère que de mon instituteur – que j'étais sur la bonne voie, ce qui m'a fait les respecter et honorer leur mémoire». (p. 98)

Des voix pour des négociations et pour la paix en Ukraine

Le pape François y a ajouté la sienne

par Karl-Jürgen Müller

Plus de dix ans après le début de la guerre en Ukraine, après des centaines de milliers de morts et de blessés ainsi que de grandes destructions, on commence tout de même de repérer des phares d'espoir dans la mer agitée des menaces d'escalade occidentales de la violence. Oui, il y en a en effet: des personnalités fortes qui défendent la course à contre-courant. Celles-ci sont volontaires d'enfin mettre fin à cette guerre le plus rapidement possible et par la voie de la négociation.

Dans une interview avec le commentateur américain *Tucker Carlson*, le Président russe *Vladimir Poutine* a publiquement réitéré sa déclaration d'être prêt à négocier. Mais la politique politicienne de l'Europe UE, qui suit inconditionnellement celle américaine, en est encore outrepassée. Toujours est-il que récemment (14 mars 2024), le président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag allemand, *Ralf Mützenich*, a déclaré: «N'est-il pas grand temps de ne pas seulement parler de la manière de mener une guerre, mais aussi de réfléchir à la manière de la geler et d'ensuite y mettre fin?»

Qu'est devenue l'Union européenne, à l'origine d'un «projet de paix»?

Ralf Mützenich n'est pas le seul homme politique allemand à communiquer de telles réflexions en public. *Michael von der Schulenburg* par exemple, ancien haut diplomate allemand auprès de l'ONU, s'est indigné dans une récente contribution publique du fait que les gouvernements des Etats de l'UE n'ont jusqu'à présent pas réussi à mettre en place les négociations nécessaires, en affirmant: «La situation militaire en Ukraine, se détériorant pour l'Occident, et le retrait visible des Etats-Unis de cette guerre ont créé une situation où l'UE est désormais appelée à prendre la tête de la résolution de cette guerre. Pour la première fois depuis 1945, continue-t-il, l'UE a la possibilité, «indépendamment des considérations géopolitiques des Etats-Unis, de participer à la détermination du destin de l'Europe sur une question aussi décisive que la guerre et la paix sur le sol européen, et ceci sous sa propre responsabilité». Et d'ajouter: «On aurait pu s'attendre à ce que l'UE et ses membres fassent preuve, dans leur propre intérêt, de ce qu'elle est en effet ce «projet de paix européen» telle qu'elle fut conçue lors de sa création». Or il était effrayant de constater, a dit von der Schulenberg, qu'il n'en est rien. Au lieu de cela, les politiciens au pouvoir dans l'UE et dans presque tous ses Etats membres s'empêchent «dans des appels à la guerre de plus en plus virulents et des gestes militaires menaçants de plus en plus irrationnels et insensés».

La Russie ne doit pas gagner, disent-ils. Et l'on sous-entend, continue le diplomate, qu'après une victoire russe en Ukraine, toute l'Europe serait menacée militairement. Mais selon lui c'est une déformation totale quant aux buts principaux poursuivis de la Russie (voir l'encadré) selon ses propos déclarés ouvertement dès le début: la dénazification de l'administration ukrainienne et sa démilitarisation, la protection de la population locale d'origine russe, la neutralité du pays et l'établissement d'un ordre de sécurité européenne d'égalité qui tienne compte des intérêts de la Russie en cette matière.

A la fin de l'article du diplomate allemand expert, on lit: «En poursuivant la voie qu'elle a empruntée, à savoir miser exclusivement sur une solution militaire et des sanctions, l'UE ne peut qu'échouer. Dans son propre intérêt, l'Union européenne a donc besoin, de toute urgence, d'un changement de stratégie qui devra déboucher sur un ordre de paix et de sécurité paneuropéen qui inclura l'Ukraine autant que la Fédération de Russie.»

Des appels à la raison se multiplient également dans les médias mainstream

Même dans les médias grand public, des voix s'élèvent, ici et là, se prononçant pour remettre en question le cours de la guerre suivi jusqu'à présent. C'est le cas de *Rüdiger Lüdeking* par exemple, dans un commentaire invité pour le «Süddeutsche Zeitung» du 29 février 2024.² Lüdeking a fait partie, de 1980 à 2018, du Ministère allemand des affaires étrangères, entre autres en

Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'ONU et de l'OSCE à Vienne. En ce qui concerne l'UE, Lüdeking écrit: «Le fil du dialogue politique ainsi que la compréhension des compromis nécessaires se sont perdus. Presque personne ne semble plus avoir conservé le sens de la mesure et des réalités objectives [...]» Et Lüdeking d'exiger aux responsables allemands: «Il faut enfin explorer énergiquement les possibilités diplomatiques dans le but de mettre fin à la guerre ou au moins de parvenir à une armistice garantie, et s'y atteler.»

Interview du Pape François sur les ondes de la radio suisse

Dans ce contexte, il faut également recourir à l'interview accordée par le Pape François dernièrement à la *Radio Télévision Suisse* (RTS), dans son programme de langue italienne.³ Le Pape s'est exprimé clairement sur la question de la guerre et de la paix, et ceci par rapport aux situations actuelles ukrainienne palestinienne. Par la suite, nous en citerons quelques passages clés.

Dès le début déjà, l'intervieweur confronte le Pape avec le vif du débat actuel, en disant: «En Ukraine, il y en est qui préconisent de brandir le drapeau blanc, d'avoir donc le courage de capituler. Ce à quoi d'autres ripostent affirmant que cela ne reconfortera que les plus forts. Qu'en dites-vous?» Le Pape François y répond: «Voilà donc une question d'interprétation. Je pense pourtant que le plus fort est celui qui se rend compte de la situation telle qu'elle est, qui pense au peuple, qui ait le courage d'emprunter la voie que le drapeau blanc symbolise, de négocier. [...] Le mot «négociateur» est un mot courageux. Lorsqu'on constate que l'on est vaincu, que les choses vont mal, il faut avoir le courage de négocier. [...] Qu'ils négocient à temps, qu'ils trouvent un pays médiateur! Aujourd'hui, par exemple face à la guerre en Ukraine, ils sont nombreux à se montrent prêts à contribuer à la médiation. [...] Qu'ils n'aient pas honte de négocier avant que la situation ne s'empire encore!». Après une deuxième question allant dans ce sens, le Pape ajoute: «La négociation n'est jamais une capitulation. C'est du courage de ne pas conduire le pays au suicide.»

Signification de la guerre

Ce qu'est la guerre, le pape l'illustre de manière impressionnante par ce que vivent les enfants: «Pensez à tant d'innocents qui ne peuvent pas devenir adultes, tant d'enfants qui n'ont pas d'avenir. Souvent, des enfants ukrainiens viennent me voir, ils viennent ici sortant de la guerre. Aucun d'entre eux ne sourit, ils ne savent plus comment sourire. Un enfant qui ne sourit plus jamais, un enfant privé d'avenir. Réfléchissons à ces choses, je vous en prie. La guerre est toujours une défaite, c'est une défaite humaine, ce n'est pas une défaite en matière

«Poutine n'a pas d'ambitions impériales»

En Occident, l'opinion courante attribue à *Poutine* qu'il ait commencé la guerre en Ukraine en raison d'une vision fondamentalement impérialiste et expansionniste de la Russie. Concrètement, il serait hanté par la vision de créer une autre Grande Russie et donc il serait déterminé à conquérir toute l'Ukraine. Puis par la suite, il aurait l'intention de conquérir d'autres pays d'Europe de l'Est créant ainsi son nouvel Empire russe.

A cela je maintiens que cette vision est erronée. Ce que *Poutine* a fait en attaquant l'Ukraine était une guerre préventive. Il n'avait pas d'ambitions impériales. Il n'était pas déterminé à créer une grande Russie. Sa décision était avant tout liée au fait qu'il considérait l'élargissement de l'OTAN en Ukraine comme une menace existentielle pour la Russie et qu'il était déterminé à l'empêcher.

Mon point de vue se trouve donc en contradiction directe avec l'opinion courante en Occident. Vous m'avez posé la question comment je prouvais que j'ai raison et que l'opinion courante en Occident est fautive. La réponse est simple. Il n'y a pas de preuves qui soutiennent l'opinion courante en Occident. Il n'existe aucune preuve à ce que *Poutine*



Carl Blechen – «Mer agitée avec phare». (photo Wikimedia Commons)

géographique seulement, comment dresser les frontières, de gagner ou de perdre du terrain». A cela, on demande ensuite au Pape: «Mais les puissants de ce monde, que répondent-ils lorsque l'on leur requiert la paix?» Et François de répondre: «Certains vont vous dire que c'est leur souhait à eux aussi, mais qu'il leur incombe de se défendre. Et ensuite on constate qu'ils sont dotés d'une usine construisant des avions de combat et qu'ils en ont besoin pour bombarder les autres. Est-ce se défendre? Non, c'est détruire. Comment est-ce qu'une guerre peut prendre sa fin? Avec la mort, avec la destruction, avec les enfants sans parents? Il y a toujours telle ou telle situation géographique ou historique qui déclenche une guerre [...]. Mais derrière une guerre, il y a l'industrie de l'armement, et cela signifie de l'argent». Et le Pape François d'ajouter: Celui qui se trouve au sommet du pouvoir risque fort de ne plus se rendre plus compte des erreurs qu'il commet. Il est important de disposer d'un rapport autocritique envers ses propres erreurs [...]. Lorsqu'un être humain se sent en sécurité pour la seule raison qu'il dispose de la puissance, [...] alors il se trouve face à la tentation d'oublier qu'un jour il va mendier, mendier pour redevenir jeune, mendier pour retrouver sa santé, mendier pour qu'il vive encore... c'est un peu comme la tentation de la toute-puissance. Or, quant à ce genre d'omnipotence, elle n'est certes pas de couleur blanche». Il n'y a aucun risque d'incompréhension des paroles du Pape lorsque l'on prend la couleur blanche comme symbole de la paix.

Une longue tradition ecclésiastique d'efforts de paix dans le monde

Dans une interview accordée à la radio et télévision suisse alémanique (SRF)⁴, *Antoine Abi Ghanem*, Libanais de naissance et actuellement prêtre dans une paroisse suisse, a expliqué la position du pape citée ci-dessus. *Abi Ghanem* a été diplomate pour le désarmement et les questions de sécurité du Vatican auprès de l'ONU. Il s'est montré étonné de la polémique occidentale répandue contre le Pape, même en Suisse; car, selon *Ghanem*, la Suisse représente tout de même une culture du dialogue et du compromis.

Selon *Abi Ghanem*, lorsque le Pape plaide pour le dialogue et la paix, il s'agit d'une longue tradition. Le Pape connaît les destructions causées par la guerre. Tout le monde peut voir combien de milliers de morts,

de blessés il y a ainsi que l'ampleur des dégâts. «Et à la fin, il n'y a pourtant qu'une seule issue. Comment cette guerre va-t-elle se terminer? Uniquement par une négociation. Le plus tôt sera le mieux.»

Ghanem y met l'accent sur la réponse éthique du Pape, une réponse «en accord avec la position du Saint-Siège et des Papes», ancienne déjà de 150 ans. Selon lui, la position du Pape se fonde sur les réalités: «Le Pape vit dans ce monde. Il rencontre tous les hommes responsables de cette terre, il connaît les réalités en détail». Et *Ghanem* d'ajouter: «Mais je pense que la politique doit aussi être déterminée [...] par l'éthique. Sinon, nous vivrions dans un monde cynique. Que signifie donc la politique? La politique, c'est [agir] au service du bien commun, non pas pour les intérêts d'un individu ou d'un groupe, etc. Au premier plan ce trouve toujours le bien commun.»

Ghanem précise que le Pape se défend d'indiquer qui négociera, quand et comment etc. Mais il appelle à faire ce qui est le plus évident: «C'est ainsi que nous nous épargnerons davantage de victimes, davantage de destruction, davantage de haine.» On ne peut pas lutter indéfiniment. Par contre, négocier signifie «faire un pas vers la paix. La paix – elle ne finira pas par venir d'elle-même. [...] Les petits pas sont décisifs, le monde ne ressemblera jamais au paradis d'un seul coup. Nous devons œuvrer chaque jour pour atteindre la paix.»

La Paix se réalisera par le développement

Plus tard dans l'entretien, *Ghanem* ajoute une autre raison pour laquelle, après la Seconde Guerre mondiale, tous les Papes se sont engagés pour la paix et le désarmement, citant le Pape *Paul VI*: «Il a rendu courante la locution que la paix est synonyme de développement. C'est là que réside la politique du Saint-Siège. Nous devons nous assurer de ce qui crée réellement la paix: la participation politique, les droits de l'homme, la justice, les chances équitables pour nos jeunes, l'éducation, les soins de santé. Toutes ces composantes créent la paix, de manière bien plus durable que les armes. Le réarmement et la course aux armements sont une impasse qui n'aboutira jamais à la paix.»

Interrogé, une autre fois, sur les critiques adressées au pape, *Antoine Abi Ghanem* répond: «Bien sûr, il faut comprendre que l'OTAN ne défend pas la même position que le Pape. Il faut comprendre aussi que ceux qui veulent vendre des armes ne partagent pas la même position que le Pape. Et ceux qui poursuivent des objectifs politiques très différents de ceux que propose le Pape ne les accepteront pas non plus. Nous ne devons pas être naïfs à ce sujet.»

«Les Européens ont eux aussi besoin des autres cultures»

Selon l'interviewer, on reproche également au Pape d'être argentin et de n'avoir donc aucune compréhension pour les Européens. La réponse de *Ghanem* vise, sans ambages, l'eurocentrisme répandu: «Pourquoi tout le monde devrait-il penser comme les Européens? C'est la question qui se pose là. C'est la question d'après l'universalisme, celle de la validité des valeurs universelles. Notre monde ne peut pas s'en passer. Nous devons apprendre à penser de manière universelle. Nous ne devons plus juger une autre culture uniquement de notre point de vue. Les Européens ont eux aussi besoin des acquis provenant d'autres cultures. [...] Les Européens donnent ce qu'ils font le mieux, les autres en feront autant. C'est ainsi que nous cheminerons, étape par étape, vers l'idée universelle de ce que signifie la paix, la cohabitation globale.»

¹ <https://www.nachdenkseiten.de/?p=112606> du 19/03/2024

² <https://www.sueddeutsche.de/meinung/ukraine-russland-genscher-nato-kommentar-luedeking-1.6407540> du 29/02/2024

³ L'interview a été réalisée le 9 mars 2024, publiée le 20 mars 2024. Elle peut être écoutée et lue en italien sur: <https://www.rsi.ch/info/mondo/Conflitto-a-Gaza-%E2%80%99Cdue-responsabili%E2%80%99D.-Ucraina-%E2%80%99Cil-coraggio-della-bandiera-bianca%E2%80%99D--2091038.html>, traductions en français ont été réalisées par *Horizons et débats*.

⁴ <https://www.srf.ch/audio/tagesgesprach/antoine-abi-ghanem-der-papst-und-die-weisse-flagge?id=12558317> du 19/03/24. Le texte parlé a été légèrement adapté à la langue écrite